

Ewa Nalewajko<sup>1</sup>

*Projet commun de recherche de l'Institut d'études politiques de l'Académie Polonaise des Sciences (PAN) et du Laboratoire d'analyse des systèmes politiques du CNRS – Entre passé et avenir : les processus d'eupéanisation des élites politiques (2005-2008)*

**1. Problématique et domaine de recherche**

Nos recherches ont débuté immédiatement après l'adhésion de la Pologne à l'Union Européenne. Notre but était d'observer les processus d'adaptation en cours, dans leur déroulement et leur dynamisme. Nous avons cherché à répondre à un grand nombre de questions importantes sur l'évolution de ces processus et sur les premiers résultats obtenus, qu'il s'agisse des mentalités, du comportement ou des institutions.

Nous avons constaté que dans ces processus un rôle particulier revient à l'élite politique, dont les membres apparaissent comme de véritables « agents du changement » : ils constituent en effet le premier point d'articulation avec les acteurs et les procédures au niveau européen, ils transposent les exemples d'intervention politique observés dans les institutions européennes, ils les interprètent avant de les faire passer dans les réalités de la démocratie postcommuniste.

Les processus d'adaptation doivent donc se traduire par des changements tangibles dans le contenu et le langage des débats publics, dans les programmes des partis, dans le mode de fonctionnement des partis politiques, du parlement et de la présidence. Dans tous ces domaines, nous avons sélectionné les données les plus utiles à notre objectif.

<sup>1</sup> (ndr) Institut d'études politiques de l'Académie Polonaise des Sciences ; ul. Polna 18/20, 00-625 Warszawa. Participants : Irena Pańków, Andrzej Paczkowski, Georges Mink, Laura Neumayer, Jean-Charles Szurek.

Avant l'adhésion à l'Europe, la vie politique polonaise se cristallisait largement autour de la « question européenne ». À l'époque, se manifestaient fréquemment des attitudes extrêmes, radicales, résultant de l'ignorance et d'une peur souvent irrationnelle de l'intégration. On espérait que les contacts et les expériences de collaboration avec des acteurs européens contribueraient à atténuer progressivement la radicalité de ces positions. Comme nous le montrerons plus loin, ce n'est malheureusement pas ce qui s'est passé.

Le rôle de médiateur dévolu aux élites politiques est ambivalent. Certes, les membres de ces élites importent des modèles d'action européens et les appliquent au contexte politique et culturel local, jouant ainsi un rôle d'intermédiaires entre le passé de la Pologne et son avenir européen. Mais n'oublions pas que ces processus complexes touchent à l'identité collective des Polonais et qu'ils ne doivent pas avoir pour seul but de la transformer, mais aussi de la préserver dans sa continuité, ce qui entraîne fréquemment des conflits extraordinairement délicats. Les hommes politiques en charge de ces problèmes se réfèrent à la mémoire collective qu'ils redéfinissent à l'aide de symboles, de métaphores et de mythes. Ce faisant, ils ne peuvent éviter de toucher à l'histoire et aux traditions de l'ensemble des pays d'Europe centrale et orientale. Ainsi, à travers leurs représentants, les nouveaux membres de l'Union Européenne inscrivent ces conflits spécifiques au cœur des préoccupations de la « vieille Europe ». Du même coup, ils exercent une grande influence sur la construction d'une nouvelle identité européenne qui, à l'avenir, aura à unir les États et les nations d'Europe en une communauté harmonieuse (G. Mink, 2004).

Qui plus est, les nouveaux membres de l'Europe participent également aux débats actuels sur le passé et leur confèrent une plus grande intensité par le récit de leur expérience vécue, par leurs souvenirs et leurs émotions, sur des points comme le bilan des systèmes autoritaires, la culpabilité allemande, les expulsions, l'antisémitisme, les purges ethniques, etc. (G. Mink, J.-Ch. Szurek, A. Paczkowski, 2006).

## 2. Le contexte politique, historique et socio-culturel de l'eupéanisation

Progressivement, dans les pays de l'Europe centrale, la première période d'enthousiasme pour la démocratie a laissé place à un désenchantement à l'égard des changements et à une « désidéologisation de la démocratie » (G. Mink, 2004). Les anciennes idéologies ayant été rejetées, on s'est mis en quête de nouvelles identités, dans un climat d'incertitude, de peur, de menace. Il a donc fallu trouver de nouveaux systèmes axiologiques pouvant expliquer et justifier les changements intervenus si rapidement dans la société. Presque partout le besoin de combler au plus vite les lacunes identitaires s'est traduit par un retour à l'histoire nationale, à qui l'on a demandé des orientations, une interprétation du monde et en même temps un point d'appui.

Il ne faudrait pas négliger non plus le fait qu'existe dans le passé de ces pays un fond d'extrémisme. Les responsables qui cherchaient à s'imposer sur le terrain politique n'ont pas hésité à puiser allégrement dans ce réservoir. Ils ont ainsi trouvé le moyen de délégitimer les élites gouvernantes qui avaient introduit des changements après 1989, dans l'intention de les éloigner du pouvoir et de les remplacer aux postes clés de l'État.

Ce genre de stratégie politique était déjà très net au moment de l'élargissement de l'Union Européenne. On en a vu la concrétisation avec les demandes de référendums sur le contenu du mandat à donner aux négociateurs des accords sur l'accession à l'UE. Un grand nombre d'hommes politiques ont alors succombé à la tentation d'un discours anti-européen et anti-démocratique et ont réactivé des symboles historiques au nom des intérêts nationaux supérieurs ou bien d'un traitement prioritaire et exclusif de l'histoire nationale. Pour ces dirigeants, l'histoire est alors devenue une mine de métaphores très utiles.

Les mécanismes et les formules rhétoriques sont relativement simples. On commence volontiers par rappeler les événements et les faits qui ont conduit à une situation d'inégalité et dans le même ordre d'idées, comme l'énonce M. Ziółkowski, à un sentiment collectif de blessure, d'injustice, de culpabilité. Ensuite, les hommes politiques accentuent le caractère douloureux de cet héritage, afin d'en faire

un tremplin vers une identité collective nouvelle. Ces visées quasi idéologiques privilégient généralement des attitudes de rejet et font concurrence aux projets pluralistes. Cette identité nouvelle qui s'appuie sur le ressentiment rassemble des groupes sociaux autour d'un homme politique et restaure la confiance politique perdue. Habilement entretenu, le désir de revanche va alors inciter les gens à soutenir la politique qui permettra à tel ou tel dirigeant de conquérir le pouvoir.

La mémoire collective sur laquelle se fondent les spécialistes du populisme concerne aussi bien le temps du communisme que les époques antérieures. C'est une manière d'exploiter la tendance naturelle des gens à confondre, voire à oublier, les réussites des autres et leurs propres insuffisances vis-à-vis d'autrui, de même qu'à exagérer leurs sacrifices et leurs mérites. L'Europe postcommuniste en fournit de nombreux exemples : V. Jirinovski en Russie, V. Tudor en Roumanie, J. Slota en Slovaquie, I. Csurka en Hongrie, M. Sladek en Tchéquie, R. Giertych ou B. Tejkowski en Pologne.

En général, les hommes politiques populistes ou nationalistes critiquent l'establishment politique de leurs pays, promettent de juger les élites et de leur demander des comptes, de restaurer la puissance de leur merveilleux pays, qui refusera évidemment de se soumettre au diktat que les pays étrangers cherchent à lui imposer par le biais des structures communautaires. Outre la critique des partis et des représentants du soi-disant « courant majeur » de la politique intérieure, ils promettent de défendre la nation contre les étrangers, non qu'ils représenteraient un danger économique, mais il s'agit pour eux de lutter pour la préservation de la pureté des traditions culturelles. Imprégnés de collectivisme et d'autoritarisme, leurs programmes préconisent l'exclusion de tous ceux qui n'adhèrent pas à cette vision d'une société fondée sur le ressentiment et menacée à l'extérieur par des ennemis imaginaires.

Comme l'a très bien vu V. Tismaneanu, dans chacun des pays de l'Europe postcommuniste engagés dans un processus de démocratisation, on assiste à une confrontation politique entre les mythes de nature démocratique et les mythes d'origine autoritaire. Les résultats de cette confrontation ne sont pas partout les mêmes ;

cela dépend de la force et de la vitalité des deux traditions dans les différents pays, comme c'est le cas en Pologne.

### 3. Les processus d'européanisation des élites et des institutions politiques en Pologne

Dans la société polonaise, les ressentiments collectifs et les traditions populistes s'enracinent dans les épreuves qu'a vécues la nation, asservie par des puissances étrangères et dessaisie de son droit à exister en tant qu'État.

J. Dzwończyk remarque très justement que ces sentiments étaient déjà présents du temps de la République Populaire de Pologne et de « Solidarité », et qu'ils cimentaient la nation contre le pouvoir en place. Les chefs des mouvements d'opposition se référaient souvent à des symboles nationaux ou religieux, manifestaient leur rejet du régime et de la politique mise en œuvre, et soulignaient la nécessité d'un leader puissant issu « de la nation elle-même », et non des « élites venues sur les chars russes ». C'est ainsi que s'est creusé un fossé historique entre la société et l'État, la « société civile infirme » cherchant à se soustraire à l'emprise de l'État plutôt qu'à se soucier d'indépendance et de collaboration avec le pouvoir dans l'intérêt de tous. Une partie de la société polonaise voyait l'État comme une entité paternaliste qui devait satisfaire toutes les attentes de la société sous peine de protestations et de grèves.

Comme l'indiquent de nombreux sondages et études, le populisme de la société polonaise est nettement moins développé que celui de ses dirigeants, lequel est particulièrement dangereux, parce qu'il introduit et perpétue dans le milieu politique des modèles négatifs, antidémocratiques et anti-européens.

Il existe en Pologne trois grands partis à la fois populistes et antidémocratiques, chacun déclinant à sa manière ces deux caractéristiques : à gauche, Samoobrona (Autodéfense), à droite, la LPR (Ligue des Familles Polonaises) et le PiS (Droit et Justice) (E. Nalewajko, 2004).

Samoobrona est un parti de protestation. Il représente une variante de populisme social. Il est anti-étatique et résolument hostile aux élites politiques ou au grand capital. Il aiguise les ressentiments « de

classe » opposant les élites, vues comme l'incarnation actuelle des seigneurs, aux masses, telles les serfs d'autrefois soumis à la tyrannie des seigneurs. La manière dont les leaders du parti en appellent aux pauvres, à tous ceux qui ont été spoliés ou trompés par les gens de pouvoir témoigne d'une vision plébéienne du peuple. Dans son exigence d'interventionnisme, voire de protectionnisme étatique, A. Lepper, le leader de Samoobrona, n'est pas très éloigné de J.-M. Le Pen, chef du Front National français, dont il reprend la rhétorique. Il surfe sur l'aversion, largement répandue en Pologne, à l'égard de la politique, l'État et les partis, de même que sur la peur de l'étranger, canalisant tous ces sentiments contre les structures européennes. Il en a été ainsi avant et après l'entrée de la Pologne dans l'Union Européenne.

La LPR est le parti du populisme identitaire : elle mobilise ses partisans autour de mots d'ordre nationaux et nationalistes. Elle s'inspire du mouvement national polonais de l'entre-deux-guerres dont elle adapte le message aux réalités actuelles de la démocratie, avec un discours franchement anti-européen. La Ligue défend fermement l'identité nationale, prétendument menacée par les étrangers, les puissances européennes et les élites politiques qui collaborent avec elles. L'idée qui revient souvent, c'est qu'en affaiblissant la vitalité économique et biologique de la Pologne, la classe politique (celle d'hier ou d'aujourd'hui) réussira à dissoudre la nation dans une Union Européenne unie et cosmopolite.

Ces deux partis ont eu des élus au Parlement et ont même participé, de 2005 à 2007, à la coalition gouvernementale conduite par le PiS. Certes, ils ont perdu aux élections législatives de 2007, mais leur électorat, leur discours et leurs stratégies ont été repris en partie par le PiS, deuxième formation politique du pays, qui n'est pas opposé au système ou à la démocratie, mais manifeste, dans son programme de reconstruction de l'État, la nostalgie d'une approche collectiviste ou autoritaire. Leur étatismisme se traduit par la vision d'un État fort, intervenant dans l'économie, contrôlant la société, protégeant la nation des menaces extérieures, venant soi-disant des tentatives de domination politique, économique et culturelle de la Pologne par les États européens riches et puissants. Dans le programme électoral du parti en 2007, on trouve un discours anti-élitaire (annonce d'une « lustration » immobilière et politique) et des projets clairement

énoncés de centralisation et de renforcement du pouvoir exécutif aux dépens des fonctions de contrôle dévolues au Parlement, bien que cela s'oppose aux objectifs de dérégulation adoptés par l'Union Européenne.

D'après J. Kaczyński, le chef du PiS, la Pologne peut être membre de l'Union, mais à condition que sa position et son influence y soient reconnues à l'égal des pays les plus puissants. C'est ce que résume le slogan électoral du parti : « une Pologne forte dans l'Europe ».

Le programme du parti a l'assentiment du Président de la République polonaise qui, avant le premier tour des élections, avait reçu le soutien des milieux chauvinistes et nationalistes de la LPR et de Radio Maryja, puis au second tour s'y est ajouté celui du chef de Samoobrona. La campagne du président L. Kaczyński s'est accompagnée de manipulations de l'histoire consistant à rechercher les antécédents « non polonais » de celui qui était son concurrent le plus dangereux, en vue de le discréditer aux yeux de l'opinion publique.

Kaczyński, qui a finalement gagné, avait également promis au cours de sa campagne qu'il éplucherait la situation de tous les riches, des diplômés, des combinards et en revanche qu'il s'occuperait des pauvres et de ceux qui sont sans ressources. Cela correspondait tout à fait aux représentations paternalistes d'une certaine partie de la société. Kaczyński s'est également référé, à l'instar du parti qu'il soutenait, à un type de communauté morale proposé pour la première fois par Solidarité en août 1980. Il y avait là une représentation identitaire qui pouvait intégrer un électorat hétérogène, mais qui a fini par approfondir la division entre « ceux qui sont avec nous et notre chef » et ceux qui « ne sont pas avec nous, mais avec les élites non polonaises et les ennemis de la nation ».

Dans le programme électoral du président, on peut lire ces propos : « Je suis convaincu que la Pologne a besoin d'une Constitution, d'une loi fondamentale qui définisse les bases morales et historiques de notre pays (...) établisse clairement les relations de la Pologne avec l'Union Européenne et affirme le principe de la suprématie absolue de la Constitution polonaise ». On voit par là que chez certains hommes politiques la crainte que la Pologne soit dominée

par l'Europe n'a pas diminué depuis son intégration dans l'UE. Reste à savoir si elle ne repose pas désormais sur des prémisses plus rationnelles qu'autrefois.

Pour un bilan des deux coalitions successives, PiS-Samoobrona-LPR, on peut laisser la parole à A. Olechowski, l'un des experts de la vie politique polonaise : « Le redressement de l'État ne peut se faire que si sont réunies les conditions suivantes : compétence des fonctionnaires, clarté et limitation des prérogatives accordées aux hommes politiques, transparence et surveillance stricte du budget. En un mot, impartialité et volonté de servir la nation ». Autrement dit, il rappelle certaines normes communes à l'ensemble des pays européens, mais qui n'ont pas encore été assimilées en Pologne. Ce qui lui fait dire un peu plus loin : « Sur ce point, on observe une régression : nos bureaux sont remplis de militants incompetents et partisans » (E. Nalewajko, 2007).

Par ailleurs, on compte peu de femmes dans la vie politique polonaise, alors que leur participation, selon A. Lijharta, est un indicateur important de l'avancée de la démocratie. Dans les pays européens, la situation des femmes est bien meilleure (I. Pańków, 2006).

Progressivement et au terme de processus extrêmement complexes, de nouveaux modèles institutionnels se diffusent. Il en va de même avec la transformation et l'ajustement mutuel des identités collectives. Eu égard au contexte et au mécanisme de l'eupéanisation, ce processus comporte de multiples aspects, il est souvent douloureux et plurivoque. Il faut continuer à l'orienter, à essayer de le comprendre, de le décrire, de l'expliquer. C'est le but que se proposent nos deux équipes de recherche.